

Lutte de classe

Sommes-nous encore des militants révolutionnaires ?

J'ai utilisé un passage du n°134 de *Débat militant* pour écrire ce texte parce qu'il s'y prêtait, mais j'aurais pu prendre n'importe quel texte du PT, de LO ou d'autres formations.

« C'est là notre programme, l'intervention collective et directe du monde du travail, pour ses droits, au nom de la solidarité, du droit de jouir des richesses qu'il produit, contre les intérêts privés, parasites, de la finance, de ceux qui au nom de leur propriété peuvent jeter à la rue des millions de gens, sans travail, sans logement.

Dans la continuité des mobilisations qui se renouvellent depuis 1995, face à ce système ravageur, impossible à réguler, l'action collective et démocratique du monde du travail se poursuit et transforme les consciences. En luttant pour les droits élémentaires, à un emploi, à un logement, à un revenu digne, l'idée que ce n'est pas dans les urnes qu'on peut changer la société gagne du terrain. C'est par les luttes qu'on pourra changer le rapport de forces, et imposer ces exigences.

Alors, tous nos vœux vont au succès de ces résistances et de ces luttes qui travaillent, patiemment, avec ténacité et obstination à changer le monde. »

Non, pour des militants révolutionnaires notre programme ne se borne pas ou ne se réduit pas à intervenir pour « ses droits », pour satisfaire des revendications aussi urgentes ou importantes soient-elles. Ce n'est certainement pas de cette manière-là que l'on « changera le monde ».

Non, « ces résistances » et « ces luttes » ne contribuent pas en soi à modifier la conscience de classe du prolétariat, pour la bonne raison qu'elles ne se situent pas sur le terrain politique.

Non, ce n'est pas en « luttant pour les droits élémentaires » que « l'idée que ce n'est pas dans les urnes qu'on peut changer la société gagne du terrain » progressera, sinon cela se saurait et la question que nous avons à résoudre serait réglée depuis longtemps : la question du pouvoir.

A partir du moment où chacune de ces revendications ou chacun de ces combats n'est pas relié et ne pose pas la question du pouvoir politique, la conscience politique du prolétariat ne progressera pas, le parti ne se construira pas et le régime aura encore de beaux jours devant lui.

Nous ne sommes pas comptables de la satisfaction de ces revendications, nous ne sommes comptables que d'une seule chose en tant que militant révolutionnaire : la construction du parti sans lequel le prolétariat ne prendra jamais le pouvoir.

Toutes ces revendications datent du début du XXe siècle et de plus loin encore : le droit au logement, le droit à un salaire décent, le combat contre la pauvreté, etc., notre programme c'est d'aider le prolétariat à prendre conscience à travers chaque combat, chaque mobilisation, de la nécessité de renverser le pouvoir en place, pour cela de construire le parti révolutionnaire qui incarnera le nouveau pouvoir qui devra prendre sa place, la nécessité d'un gouvernement ouvrier sans lequel aucun changement politique fondamental n'interviendra. Si les revendications pour lesquelles nous combattons ne sont pas reliées à la question du pouvoir, des institutions et du parti, cela signifie que nous n'allons pas jusqu'à remettre le pouvoir en place en question, nous ne nous en donnons pas les moyens, nous demeurons sur le terrain économique, alors que nous avons à régler une question politique en tant que militants révolutionnaires.

C'est le b a ba de je ne sois pas quoi, du léninisme peut-être, mais je ne le dirai pas moi-même, disons que c'est la meilleure méthode pour aller de l'avant pour ceux qui ne craignent pas d'aller vers le socialisme.

Quand on relit Lénine, on s'aperçoit qu'il ne cachait pas la haine que l'on peut ressentir pour le pouvoir en place, un petit passage pour nous le rappeler :

« La voie révolutionnaire est celle de l'opération chirurgicale la plus prompte et la moins douloureuse pour le prolétariat, celle qui consiste à amputer résolument les parties gangrenées, celle du minimum de concessions et de précautions à l'égard de la monarchie et de ses institutions infâmes et abjectes, où la gangrène s'est mise et dont la puanteur empoisonne l'atmosphère. ».

En passant, je le dis à ceux qui ne le sauraient pas ou l'auraient oublié, le patronat et le gouvernement ne se gênent pas pour étaler publiquement la haine que leur inspire la classe ouvrière. Nous n'avons pas de concessions à faire au régime, et je ne pense pas que Lénine envisageait de fréquenter des « institutions infâmes et abjectes ». Sarkozy, Chirac avant lui avait employé le mot « rupture ». De quoi parlait Lénine : de rupture aussi brutale qu'une « opération chirurgicale » aux plans politique, économique et social.

Et nous devrions parler de « partage des richesses », alors que c'est justement ce que le capitalisme est incapable de faire, c'est exiger de lui l'impossible. Cette voie conduit à une impasse et nous réduit à l'impuissance. A l'opposé, le seul objectif qui devrait nous guider devrait être l'abolition du capitalisme et non une adaptation au capitalisme avec un peu moins d'injustice pour les uns et un peu plus d'injustice pour tout le monde, idem pour les inégalités, le partage des richesses, cela signifie accepter de vivre à l'étage inférieure, c'est accepter qu'il y ait des pauvres, car il ne peut pas en être autrement en régime capitaliste, il y en a plus de 40 millions aux Etats-Unis, le pays le plus riche du monde. Cela ne revient-il pas aussi à vouloir « démocratiser » le capitalisme, à vouloir « l'humaniser » pour le rendre plus supportable et la vie passe ainsi, les classes existent toujours et rien n'a changé ou en pire quelques décennies ou un siècle plus tard.

On pourrait faire exactement le même constat avec la voie de la « démocratie », qui consiste à conserver le régime en place en le rendant un peu plus « démocratique », bref en le rendant acceptable dans certains domaines, alors qu'il demeure inacceptable dans tous les autres domaines, donc sans résoudre aucun des problèmes fondamentaux auxquels est confronté le prolétariat.

L'accumulation des profits, disons des richesses, n'est pas seulement un objectif immédiat pour le capitaliste, c'est une question de vie ou de mort : la remise en cause du capitalisme à travers la lutte de classe du prolétariat, ne conduit pas seulement à la suppression du capitaliste en tant que tel, à la confiscation de son entreprise comme source de profit, c'est significativement la confiscation de l'ensemble des profits qu'il a accumulés, c'est la totalité qu'il perd définitivement, elle lui porte donc un coup mortel, en remettant en cause la base sur laquelle étaient fondés les rapports sociaux d'exploitation, on l'empêche définitivement de pouvoir s'approprier la plus-value extraite du travail de l'ouvrier.

L'accumulation des profits, du capital et des richesses est tellement importante pour le capitaliste qu'il ne peut se résoudre au moindre partage, sauf lorsque le rapport de force avec le prolétariat lui est provisoirement défavorable, sans que soit remis en cause l'ensemble du système économique sur lequel ils reposent. L'accumulation du capital et des profits n'est pas seulement le seul objectif du capitalisme, c'est aussi une des lois fondamentales du fonctionnement du système capitaliste, son fil conducteur qui sous-tend l'ensemble de l'édifice, comme disait Marx : l'accumulation c'est sa raison d'être. Dès lors, la question du profit pour le capitaliste se réduit à celle-ci : *être ou ne pas être*. Il faut prendre en compte ces deux aspects du capitalisme pour pouvoir le combattre efficacement.

Qui est responsable de la misère, de la pauvreté, de l'inhumanité qui prévaut dans cette société et le monde ? Les nommer nous aidera à définir l'ennemi que nous devons combattre : le banquier, le rentier, l'aristocratie financière dans son ensemble, les actionnaires ou les membres des conseils d'administration, se sont souvent les mêmes, toutes les entreprises dépendent d'eux tout comme l'ensemble de la société.

La nationalisation des banques sans rachat ni indemnité, la confiscation des biens des rentiers, la main mise sur les comptes et les entreprises de l'aristocratie financière sont des mesures indispensables pour régler la question de la pauvreté, du logement, du travail, etc. Si nous craignons de nous en prendre directement au capitalisme, il est évident que rien ne changera.

Parmi les entreprises dont les patrons doivent être expropriés, il faut ajouter les grandes entreprises du bâtiment comme Bouygues, Lafarge, etc., les sociétés immobilières les plus importantes qui sont

de véritables parasites, qui s'enrichissent et spéculent mais ne produisent rien. Il faudrait ajouter la confiscation de tous les logements que des nantis louent à des prix exorbitants.

Non, la solution à la question du logement ne consiste pas à s'endetter pendant des décennies pour des familles en permanence menacées par le chômage.

Non nous ne combattons pas pour des revendications qui pourraient être satisfaites partiellement et provisoirement et remises en cause à la première occasion, nous combattons pour nous donner les moyens de régler ces problèmes dans leur totalité et définitivement, ce qui nécessite que le prolétariat prenne le pouvoir et qu'il construise un parti pour y parvenir.

Nous devons déterminer avec précision quel est notre ennemi, qui est responsable de la situation sociale actuelle, par quel moyen il serait possible de le vaincre, pour quel objectif politique.

Devenir propriétaire ou accéder à la propriété, voilà en fait une idée qui en nourrit une autre, celle que la propriété privée est plus avantageuse dans tous les domaines que la propriété collective, c'est la marque de fabrique du combat du capitalisme contre le socialisme, c'est la contre-révolution à l'œuvre pour forger et orienter les esprits et la conscience politique des masses, les gagner à l'idée que le capitalisme est finalement le seul système économique possible, indépassable, même avec toutes les tares qu'on lui connaît.

C'est en intégrant et en reliant ces éléments à la question du logement qui frappe de façon dramatique des millions de travailleurs et jeunes que l'on commencera à poser la question politique de la nécessité de l'abolition du capitalisme, en faisant ressortir que seul un gouvernement ouvrier réalisera ce programme, d'où la nécessité de rejoindre notre combat pour préparer la chute du régime, car nous sommes les seuls en mesure de proposer cette orientation politique.

Autrement, comment la conscience politique du prolétariat pourrait-elle progresser, comment pourrait-il prendre conscience des tâches qu'il a à accomplir si on ne l'aide pas à les discerner, si on les pose pas nous-mêmes, qui le fera à notre place ? Personne.

Voudrait-on nous faire croire que cette façon de poser les problèmes auxquels nous sommes confrontés n'est pas correcte, parce que le prolétariat ne serait pas prêt à entendre un tel discours ? C'est ce que disent les réformistes depuis plus d'un siècle.

Je ne sais pas si vous vous rendez compte de l'occasion que nous avons au lendemain du référendum du 29 mai 2005. Quand j'ai appris que le non avait recueilli plus de 80% dans certains quartiers ouvriers, si nous avions immédiatement pris contact avec tous ceux qui avaient voté non, nous aurions pu gagner à notre combat des milliers de travailleurs et jeunes, car lorsqu'on atteint un tel niveau, plus de 80%, cela signifie qu'on est en présence d'une radicalisation de la conscience politique du prolétariat, la classe est en train de prendre conscience d'elle-même, il se passe quelque chose, personne ne pouvait le nier, ceux qui ont craint jusqu'au bout que le oui pouvait l'emporter n'avaient rien vu venir, un an auparavant environ, j'avais écrit pour ma part que le non l'emporterait, j'en avais la conviction, ce qui m'a permis d'imaginer la suite à y donner, ce que beaucoup n'ont pas compris non plus. C'est ce qui fut notamment à la base de ma rupture politique avec le PT, son refus délibéré d'intégrer la conscience des masses dans son orientation politique, sa tactique et sa stratégie.

On ne va pas attendre d'obtenir 100% de non sachant que c'est impossible à atteindre, pour se dire que la situation est mûre, que le moment est venu d'avancer avec notre programme, celui de la révolution socialiste. Mais non, on se dit : oui mais il ne s'agissait que d'une prise de position individuelle, d'un mouvement inorganisé, etc., justement, il s'agissait de passer à l'étape suivante et essayer de les organiser, de leur proposer de se joindre à notre combat pour donner une expression concrète à leur vote, nourrir leur détermination, c'était possible. On ne pouvait pas être sur cette orientation en pensant secrètement que la victoire du non allait changer quelque chose ou stopper quoi que ce soit. Nous n'avons pas été en mesure de nourrir cette volonté qui venait de se manifester, au lieu de partir de la conscience des masses, nous nous sommes abandonnés à notre propre scepticisme petit-bourgeois.

Le PT a expliqué au lendemain du 29 mai 2005 que l'Union européenne avait été battue, mais étrangement à aucun moment ou rarement et à demi mot seulement il reconnaîtra que c'est le gouvernement qui avait subi une sévère défaite. L'union européenne est bloquée. Soit, pourquoi pas. Alors comment expliquer que les coups continuent de pleuvoir depuis le 29 mai 2005 après avoir expliqué que c'était l'Union européenne qui en était à l'origine et qu'elle était bloquée ? Le PT n'est plus à une contradiction près, depuis longtemps il fait feu de tout bois pour justifier sa ligne politique réformiste. Qui nous matraque ainsi depuis un an et demi ? Le gouvernement comme chacun le sait. Au lieu de demeurer sur le terrain politique et d'engager le combat contre le gouvernement, le PT à la veille du 29 mai 2005 a expliqué que la victoire du non devrait se concrétiser dans les entreprises, donc sur le terrain économique en livrant au passage le prolétariat aux appareils qui l'ont neutralisé jusqu'au 4 octobre. Oui, il faut le dire, le PT a sciemment contribué les appareils à confisquer la victoire du 29 mai 2005. Tout cela pour dire que lorsque l'on ne place pas la question du pouvoir qui est une question politique au centre de notre orientation politique, on dévie forcément sur un autre terrain, on emprunte une autre voie, opportuniste.

On a donné la possibilité au prolétariat de dire qu'il rejetait la politique du gouvernement, sans lui donner la possibilité d'en changer, sans lui donner les moyens de trouver la meilleure méthode pour la combattre et vaincre. Quand les banlieues se sont embrasées en novembre 2005, je me suis dit que j'avais eu raison de dire que le plafond était atteint depuis longtemps, les 80% avait en fait la même valeur que 100%, cela devait « péter » quelque part, je l'avais trop entendu dire aussi pour que cela ne se produise pas à brève échéance. Le mouvement social du printemps 2006 a été plus organisé, mais il n'a pas été relayé au niveau politique, sinon il y aurait eu une grève générale, les faibles forces qui se sont battus pour la réalisation de cet objectif n'ont pas fait le poids pour inverser le cours des choses ou aller plus loin.

J'ai l'impression que l'on transpose nos propres faiblesses, nos propres hésitations, sur le prolétariat, ce qui nous empêche à chaque étape de notre combat de prendre la mesure exacte de son niveau de conscience politique. De plus, nous sommes incapables de concevoir que sa conscience politique pourrait mûrir au point de poser la question du pouvoir, donc on se refuse à la poser. On doute de sa capacité à prendre en mains son destin, voilà à mon avis le fin mot de l'histoire.

On prétend que le prolétariat n'est pas prêt à poser la question du pouvoir, alors on ne la pose pas.

Notre premier devoir de militant révolutionnaire ne consiste-il pas justement à l'aider à prendre conscience que c'est uniquement à partir et en posant cette question qu'on pourra entrevoir la possibilité de mettre en oeuvre une politique conforme à ses intérêts ? Ne devrions-nous pas à chaque étape nous appuyer sur la frange du prolétariat la plus consciente qui se détache de l'emprise de la bourgeoisie et des appareils, au lieu de la tirer systématiquement en arrière en favorisant le niveau de conscience des couches les plus retardataires, arriérées, conservatrices du prolétariat ?

De deux choses l'une : seule la première méthode permettra d'avancer et de construire le parti.

Lénine subordonnait toutes les questions à celle du pouvoir depuis qu'il s'était donné comme objectif la conquête du pouvoir par le prolétariat, ceux qui s'opposent à cette démarche tirent consciemment le mouvement ouvrier en arrière.